

## CR final du Conseil d'administration - 14/01/2021

Présents :

Collège	Qualité	Civilité	Nom	Prénom	Position
Elue	Présidente	Mme.	DOUCERAIN	Caroline	Maire des Loges-en-Josas
Associations	Vice-Président	M	GIRARDIN	Cyril	Amap Jardin de Cérès
Elue		Mme	LECLERC	Patricia	Conseillère Municipale Igny
Elu		M.	THOMAS	Olivier	Vice-Président de la CPS
Associations		M .	MEUNIER	Michel	AVB
Agriculteurs		Mme	VANDAME	Cristiana	
Agriculteurs		M	DES COURTILS	Olivier	
Société civile		Mme	LECOMTE	Jane	
Société civile		Mme	MICHON	Camille	INRAE
Société Civile		M.	SAUGIER	Bernard	
Elu		M.	CURTI	Gilles	
Elu		M.	MORDEFROID	Jean-Paul	
Société civile		M.	LEADLEY	Paul	LabEx BASC
	Obs. ext.	M.	SPAAK	Dorian	Salarié
	Obs. ext.	M.	CHEVALIER	Charles	Salarié
	Obs. ext.	M.	ALBEROLA	Rémi	Prestataire
	Obs. ext.	Mme.	CAILLEAU	Caroline	Salariée
	Obs. ext.	Mme	MARY	Charlotte	Prestataire
	Obs. ext.	Mme	GIMAT	Clarisse	Prestataire
	Obs. ext.	Mme	POUZET	Maelis	Prestataire
	Obs. ext.	Mme	BUISINE	Charlotte	Salariée

### **1.1 Point trésorerie/ Contrats d'apport :**

**Caroline Cailleau** indique que les contrats d'apport arrivés à échéance en décembre 2020 ont été intégralement remboursés. Les contrats d'apport restants seront à rembourser en décembre 2023. Il reste en janvier 2021, la somme de 200 000 euros à rembourser à la Caisse des Dépôts et Consignation.

**Caroline Doucerain** fait le point sur deux gros appels à projet sur lesquels T&C s'est investi.

**Dorian Spaak** indique la poursuite des échanges avec les acteurs de la recherche à travers la constitution d'un consortium de recherche, sur les sujets suivants : la matière organique, le volet diversification des exploitations, l'adaptation des pratiques, un réseau des agriculteurs qui s'installent. Un volet ciblera l'accompagnement d'une habitude alimentaire responsable (consommation de produits locaux...). Une dimension transversale sera orientée sur la vision du territoire et de son évolution au bout de 2 ans. C'est un projet avec échelle territoriale plus large que celle de T&C avec la participation du Triangle Vert, de la CPS et de la Chambre d'agriculture notamment.

### **1.2 Point sur l'équipe.**

**Caroline Cailleau** présente les salariés, prestataires, stagiaires, volontaires en service civique, mécénat de compétences et bénévoles qui nous permettent de traiter de nombreux sujets. Une campagne de recrutement est en cours pour de nouveaux stagiaires et VSC. C'est un investissement important pour les salariés de gérer l'ensemble des ressources humaines.

### **2. Point d'avancement sur la stratégie :**

**Camille Michon** témoigne en tant qu'animatrice qu'elle a trouvé cela formidable et elle remercie l'organisation. Les discussions ont été très riches, posées, agréables, ce qui fait le cœur de l'association. Une difficulté a été remontée : dire ce qui pouvait être amélioré. On s'est attaché à répondre le plus sérieusement possible à tout le reste.

**Charlotte Mary** précise qu'une douzaine de participants était présente avec quelques témoins.

**Olivier Des Courtils** complète que l'échange a été très riche aussi. Tout le monde a pu s'exprimer. Plusieurs choses plus ou moins positives sont ressorties et nous avons pu aborder de nombreux thèmes qui nous tenaient à cœur. 5 ou 6 agriculteurs étaient présents.

**Caroline Doucerain** souligne l'intérêt de voir la synthèse et de pouvoir présenter l'ensemble des travaux des 4 collèges. L'enjeu est de pouvoir présenter un bilan complet et des perspectives pour les années à venir.

### **3. Avis métro**

**Caroline Doucerain** indique que la consultation des collèges est en cours et présente le processus. Cette base de travail est indispensable pour le travail avec la SGP et le département de l'Essonne. Chaque collège doit pouvoir partager son avis, au cours de débats avec respect et à l'écoute des autres.

**Patricia Leclercq** s'interroge sur l'état actuel des sujets de la ligne 18 : une partie du Christ passe sans pont mais Palaiseau reste en aérien ?

**Gilles Curti** informe qu'il a été invité par le maire de Saclay à une présentation faite aux élus de Saclay. De ce qu'il a compris, la ligne 18 sera effectivement aérienne sur le plateau depuis le christ de Saclay jusqu'à Danone. Dans l'autre sens, il redescend et est au sol. Il n'est en souterrain qu'à partir de Guyancourt pour passer sous les étangs de la minière pour arriver à la gare des chantiers.

**Michel Meunier** explicite que Mme Leclerc parle d'une direction ouest-est, et Gilles est-ouest. Le métro est souterrain jusqu'à la sortie à Palaiseau (quartier Camille Claudel), de là il passe en viaduc et traverse cette partie du plateau à travers le campus pour aller à Saclay qui est une gare surélevée. Ce qui est à l'étude par la SGP c'est de Saclay jusqu'à Magny-les-Hameaux. A nouveau il va repasser en souterrain pour aller jusqu'à Versailles. Donc la partie incertaine à l'heure actuelle, c'est la partie entre la gare de Saclay et Magny-les-Hameaux. Il y a une certaine contestation au niveau des agriculteurs sur ce tronçon-là.

**Caroline Doucerain** : merci pour ce rappel. Ça fait partie des évolutions du dossier qui amènent aujourd'hui à retravailler tout ça.

#### **4. Présentation des domaines actions TC :**

**Charlotte Buisine** fait le point sur la ZPNAF et le travail d'évaluation.

#### **L'évaluation territoriale :**

**Charles Chevalier** présente le point sur l'évaluation LEADER/territoires agri-urbains.

#### **Les filières de proximité :**

**Maëlis Pouzet** fait le point sur les filières de proximité.

**Gilles Curti** demande s'il est prévu des indicateurs de ce qui est mis en place, comme le Nombre d'AMAP, des Epis, du chiffre d'affaires représenté par ces actions, les hectares de culture, nombre de clients....

**Maëlis Pouzet** répond que c'est partiellement intégré dans l'évaluation LEADER, on a déjà les chiffres précédents, et on va continuer à les suivre. Cela va aussi être intégré dans l'évaluation de la ZPNAF.

**Gilles Curti** s'interroge si les chiffres seront publiés à un moment ? La communication est importante. Les villes proches peuvent vous aider.

**Bernard Saugier** précise que pour les 20 ans de Terre et Cité, ce serait intéressant de faire un résumé des résultats des différents projets de recherche.

**Paul Leadley** donne des informations sur le LabEx BASC, qui est le partenaire principal sur la co-construction de ces projets de recherche. Une demande a été déposée pour une prolongation de 5 ans du labEx BASC de 2021 à 2026, avec des moyens plus faibles que dans le passé.

**Olivier Des Courtils** trouve que cela est dommage. On voit qu'il y a une demande des agriculteurs. Ceux qui passent en bio ont besoin d'avoir des points d'appui. Le lien est créé sur le Plateau, il s'interroge sur la manière dont le partenariat pourrait être développé ? Les agriculteurs sont prêts à aider la recherche dans le suivi des études pour investir sur l'avenir. Il faudrait pouvoir profiter du fonds LEADER "qui pourrait servir une bonne cause".

**Cyril Girardin** indique la situation particulière du campus Saclay qui s'étend. Bien que les associations militent contre cette artificialisation, il faudrait en tirer des avantages au milieu des inconvénients. L'enjeu est de chercher à concilier le monde de la ville et l'agriculture périphérique (ce qu'on tente de faire avec la ferme Vandame au travers des relations avec l'AMAP) Si on regarde la relation ville agriculture sous le prisme de ce qui se passe sur le plateau on a l'occasion de faire des choses innovantes comme le recyclage de l'urine, il y a certainement d'autres sujets : le recyclage des déchets, les questions d'économie circulaire.

**Cristiana Vandame** demande une étude approfondie sur l'impact du changement climatique par rapport à nos pratiques agricoles.,

**Dorian Spaak** répond qu'un projet sur l'adaptation climatique dans l'agriculture, peut être potentiellement co-financé par LEADER.

**Jane Lecomte** approuve cette envie des agriculteurs de voir les projets de recherche se poursuivre. Paris-Saclay soutient le projet BASC même si les financements sont moins importants. Nous avons le souhait de continuer ce que nous avons commencé avec les acteurs locaux

### **Compensation agricole**

**Olivier Des Courtils** indique qu'au sujet de la compensation agricole, le territoire a été pas mal impacté et on s'aperçoit que les flux de compensation ont tendance à sortir et on n'a pas tellement le retour. Il faut essayer de travailler pour recentrer un peu cette compensation pour qu'elle profite au territoire, notamment pour la recherche. On n'aura jamais autant besoin de la recherche qu'aujourd'hui. On supprime des terres et la production baisse, il faut trouver les moyens de s'assurer une autonomie alimentaire pour nous et les générations futures.

**Caroline Doucerain** indique qu'un travail important est réalisé en ce moment sur les compensations. Elle remercie en ce sens Olivier Thomas à la CPS.

**Olivier Thomas** informe que le même constat a été fait à la CPS. Une étude de localisation des compensations agricoles sur le territoire de TC et de l'ensemble de l'agglomération a été faite. T&C a été sollicité pour une mission sur cette recherche de compensation agricole pour ne

pas être pris de cours quand il y a une demande de l'état qui a tendance à aller au plus simple (77 pour l'agri et 95 pour les forêts).

**Dorian Spaak** indique que pour l'instant nous avons réussi à ne pas perdre de compensation agricole sur le Plateau de Saclay. La proposition a été faite d'orienter la compensation de Saclay vers de la création de logement. La proposition est suspendue pour l'instant. Pour Corbeville, le travail a été mené avec l'EPA pour réorienter les financements liés aux compensations vers les réseaux de drainage. Une partie de l'enveloppe est disponible et doit être utilisée pour les agriculteurs.

### **Médiation- Lien avec l'enseignement supérieur et les étudiants**

**Charlotte Mary** présente l'objectif et les actions en cours avec les publics de l'enseignement supérieur.

### **Silicon Valley**

**Dorian Spaak** rappelle l'historique des échanges entre la Silicon Valley et le Plateau de Saclay via les structures de l'Open Space Authority et Terre et Cité. En 2018, une première rencontre a été organisée aux Etats-Unis, avec Caroline Doucerain et deux salariés de Terre et Cité. Il remercie en particulier Jane Lecomte et Paul Leadley, qui ont été très investis dans cette coopération.

### **Projets transition agroécologique**

**Clarisse Gimat** fait la présentation des membres de l'équipe du pôle transition agroécologique et des actions du pôle.

**Dorian Spaak** présente le projet « urines ».

### **Maison du Territoire**

**Patricia Leclercq** informe que la Mairie d'Igny ne pourra pas s'engager sur 50 000 euros mais seulement sur 30 000 euros.

**Dorian Spaak** fait la description des plans.

**Gilles Curti** demande le projet prévisionnel. La maison de Versailles n'est toujours pas ouverte alors que si c'est l'équipe de T&C qui gère le fonctionnement dans ce cas la maison du territoire sera toujours ouverte ce qui est un bon point.

**Dorian Spaak** répond que même si nous sommes présents tous les jours, nous n'avons pas pour ambition d'assurer les créneaux d'ouverture tous les jours.

### **Administration et finances**

**Caroline Cailleau** explique pourquoi Terre et Cité est devenue Organisme Qualifié de Droit Public (OQDP) et les différentes implications de cette qualification de droit public. Elle donne des informations sur les contrats d'apports avec droits de reprise.

**Gilles Curti** s'inquiète de l'étape suivante qui sera la tentative par l'administration de transformer cette association à but non lucratif en association à but lucratif si &C génère des revenus.

**Caroline Doucerain** précise que la qualification en OQPD concerne uniquement la fiscalité et la comptabilité et en aucun cas les contrats de travail.

**Jean Paul Mordefroid** demande si T&C a le rescrit fiscal.

**Caroline Cailleau** répond que oui.

**Jean Paul Mordefroid** trouve dommage qu'il n'y ait pas de communication sur ce sujet.

**Olivier Des Courtils** demande qu'il y ait une veille permanente sur les travaux d'aménagement et que les membres de T&C puissent relayer l'information.. Un recours juridique peut être à faire en temps utile.

**Caroline Doucerain** précise que la vigilance collective sur le sujet est plus qu'utile, c'est ce que nous avons vu par le passé pour éviter de partir dans la mauvaise direction.

#### **Prochaines dates**

9 février à 15h : réunion collège élus sur le métro

## Conseil d'administration

### Compte-rendu

**Mercredi 7 avril 2021**

**Présents :**

Collège	Qualité	Civilité	Nom	Prénom	Position
Associations	Vice-Président	M	GIRARDIN	Cyril	AMAP Jardin de Cérès
Associations	Membre du CA	M	DE GIVRY	Jacques	AGPV
Associations	Membre du CA	M	PARISOT	Jean-Pierre	ADER
Associations	Vice-Président	Mme	BOUIHED	Maryam	ELSE
Associations	Membre du CA	Mme	NGUYEN	Marie	ABON
Elus	Membre du CA	M	BESCO	Raymond	Adjoint Magny-les-Hameaux
Elus	Présidente	Mme	DOUCERAIN	Caroline	Maire des Loges-en-Josas
Elus	Secrétaire	Mme	DIGARD	Marie-Pierre	Adjointe au maire d'Orsay
Elus	Membre du CA	Mme	PERSON	Delphine	Adjointe Palaiseau
Agriculteurs	Membre de CA	Mme	VANDAME	Cristiana	Ferme Vandame
Agriculteurs	Vice-Président	M.	LAUREAU	Emmanuel	Ferme de la Martinière
Agriculteurs	Membre du CA	M.	BAILLY	Vincent	Ferme de Villaroy
Agriculteurs	Membre du CA	M.	THIERRY	Julien	Ferme du Trou Salé
Société civile	Vice-Présidente	M.	MISSENARD	Didier	Université Paris Saclay
Société civile	Membre du CA	M.	LEADLEY	Paul	LabEx BASC
Société civile	Vice-présidente	Mme	DEBIESSE	Martine	
Société civile	Membre du CA	Mme	MICHON	Camille	INRAE
Société civile	Membre du CA	M.	RIMBERT	Jean-Francis	
	Observateur extérieur	M.	ALBEROLA	Rémi	Prestataire
	Observateur extérieur	M.	CHEVALIER	Charles	Salarié
	Observateur extérieur	Mme	GIRARDIN	Mazarine	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	LACAZE	Alice	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	MARY	Charlotte	Prestataire
	Observateur extérieur	Mme	POUZET	Maëlis	Salariée
	Observateur extérieur	M.	SPAAK	Dorian	Coordinateur général

## Ordre du jour

### 1. Finances et administration

- Accord collectif de télétravail

### 2. Maison du territoire

- Dernières avancées du projet

### 3. Projet associatif

- Dernières actualités

### 4. Avis métro

- Dialogue avec la SGP
- Point d'étape sur les processus de consultation
- Propositions de points à aborder

### 5. PAT

## Déroulé

### 1. Finances et administration

*Présentation de l'accord collectif de télétravail.*

**Cyril Girardin** demande comment a été choisi le nombre de 2 jours de télétravail, qui lui semble trop faible étant donnée la situation sanitaire actuelle. **Caroline Doucerain** répond que l'accord de télétravail ne sera valable qu'en temps normal, et que pendant le confinement l'équipe de Terre et Cité télétravaille autant que possible.

L'accord collectif de télétravail est validé suite à cette clarification.

### 2. Maison du territoire

*Présentation des dernières avancées du projet.*

**Cristiana Vandame** demande si l'équipe de Terre et Cité a été consultée. **Dorian Spaak** répond que oui. Pour ce qui est de l'accessibilité, les permanents ont déclaré qu'ils s'organiseraient en fonction du lieu. Un tiers des stagiaires et volontaires en service civique n'auraient pas pu venir si les bureaux de Terre et Cité avaient été à Vauhallan, mais le grand nombre de candidatures reçues pourrait pallier ce problème. Une localisation à Vauhallan ne poserait pas de problème pour les administrateurs et membres du bureau ni pour les classes qui se déplacent en voiture ou en car. Pour les partenaires extérieurs qui prennent le RER, un membre de l'équipe pourrait aller les chercher en voiture. Pour ce qui est de la philosophie du projet, les réactions sont variées, exprimant que le projet de Maison du territoire permet des nouveautés, mais aussi que la situation actuelle fonctionne bien.



**Jean-Francis Rimbart** demande quelle durée d'occupation est prévue dans le cahier des charges. **Caroline Doucerain** répond que plus Terre et Cité investira dans un lieu, plus la durée d'occupation sera longue. Par ailleurs, le Réseau Cocagne a besoin de rentabiliser les investissements qui ont été faits dans la Maison Cocagne et comptent donc y rester longtemps.

**Didier Missenard** affirme que Terre et Cité et le Réseau Cocagne ont des objectifs très proches, ce qui devrait permettre des synergies et le développement de nouvelles activités pour Terre et Cité. **Caroline Doucerain** rappelle les réserves vis-à-vis du projet : on ne sait pas encore ce que le Réseau Cocagne attend de Terre et Cité.

### 3. Projet associatif

*Présentation des dernières actualités.*

### 4. Avis métro

*Présentation des derniers échanges avec la SGP, point d'étape sur le processus de consultation des collègues et proposition de points à aborder dans l'avis général de Terre et Cité.*

**Cyril Girardin** rappelle que les agriculteurs avaient exprimé tous les ajustements nécessaires à une articulation acceptable entre le fonctionnement des exploitations et le métro et le dédoublement de la RD36. Malgré cela, ce qui est proposé aujourd'hui par la SGP implique d'importantes contraintes pour Arvalis. Il a le sentiment qu'on demande aux exploitations agricoles de s'adapter aux aménagements du métro plutôt que le contraire.

**Paul Leadley** demande à ce qu'on mette en avant le manque de transparence de la SGP concernant le chiffrage, le nombre d'usagers et les besoins attendus sur chaque tronçon. Il rappelle qu'il s'agit d'un point exprimé par les 4 collègues qu'il faut faire ressortir dans l'avis global.

**Cristiana Vandame** soulève la question de la considération de la ZPNAF et propose d'exiger des chiffres solides sur les options alternatives au métro qui n'ont pas été retenues et que ces chiffres soient publiés. **Caroline Doucerain** répond qu'il faudrait rechercher des moyens de renforcer la valeur juridique de la ZPNAF, notamment pour donner une valeur juridique plus forte aux enjeux de fonctionnalité agricole. Il s'agit d'une piste de travail que Terre et Cité aimerait creuser avec l'EPAPS.

**Jean-Francis Rimbart** souhaite que Terre et Cité ait une attitude plus offensive, sans laquelle l'association ne serait pas prise au sérieux, et invite les élus à se re-mobiliser. **Caroline Doucerain** répond que Terre et Cité a déjà une opposition offensive, et souligne le travail accompli par Terre et Cité notamment pour obtenir plus de transparence de la SGP. Elle rappelle que les études réalisées ont obtenu des résultats allant dans les deux sens, et que la crédibilité de Terre et Cité dépend de sa capacité à garder du recul sur la situation. **Cristiana Vandame** approuve et souligne la complexité du sujet, qui fait que tous les élus ne sont pas du même avis. **Martine Debiesse** rappelle qu'il est très important de respecter les différents avis afin de préserver l'unité de Terre et Cité.

**Cyril Girardin** affirme que c'est la défense de l'agriculture du territoire qui fédère Terre et Cité, ce qui est bien mis en avant par les points proposés par Caroline Doucerain. Sa viabilité doit être défendue, notamment par ceux qui sont favorables au métro. **Caroline Doucerain** répond que plusieurs élus

soutiennent à la fois le métro et l'agriculture. Elle pense aussi que la viabilité de l'agriculture du territoire permet de surmonter les divergences.

**Jean-Pierre Parisot** demande si Terre et Cité ne pourrait pas se mettre d'accord sur l'arrêt de la ligne 18 avant le tronçon Saclay-Versailles. **Caroline Doucerain** répond que c'est un gros point de divergence. **Jean-Pierre Parisot** met en avant que les chiffres utilisés par la SGP pour justifier la ligne sont critiquables. **Caroline Doucerain** répond que les chiffres sont critiquables des deux côtés et qu'il faudrait avoir une base plus solide pour pouvoir critiquer. **Didier Missenard** signale qu'il a lu toutes les études et a conclu qu'on peut tout faire dire aux chiffres, et que la SGP fera le métro.

**Raymond Besco** considère que la question à poser n'est pas de faire la ligne ou non, mais de la forme qu'elle doit prendre. **Caroline Doucerain** répond que la ligne enterrée n'est plus étudiée, et qu'il faut continuer de suivre le travail réalisé sur les autres options, pour pouvoir défendre les fonctionnalités agricoles. Terre et Cité continue de demander une mise au sol avec des passages semi-enterrés aux endroits nécessaires. **Jean-Francis Rimbart** signale que le métro semi-enterré pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'agriculture à cause des terres excavées.

**Cyril Girardin** et **Julien Thierry** expriment des inquiétudes vis-à-vis de la viabilité de l'agriculture suite à l'installation du métro et au doublement de la RD36. **Cristiana Vandame** rejoint ces inquiétudes, et soulève la question de la pénibilité du travail des agriculteurs avec l'ajout de ces nouvelles contraintes et les modifications écosystémiques déjà observées suite aux nombreux aménagements déjà réalisés. **Cristiana Vandame** et **Julien Thierry** rappellent également que la viabilité de l'agriculture au regard de ces aménagements dépendra aussi des options qui seront retenues pour le doublement de la RD36, au-delà de la seule ligne 18. **Caroline Doucerain** affirme que ces sujets seront bien exprimés dans les questions de viabilité qui seront soulevés dans l'avis.

## 5. PAT

*Présentation du point PAT par Maëlis Pouzet.*

**Jean-Francis Rimbart** demande qui porte le projet. **Maëlis Pouzet** répond que le projet a été impulsé par Terre et Cité mais qu'il est co-porté par l'ensemble des partenaires. L'organisation est encore à préciser.

**Cyril Girardin** demande si les partenaires sont motivés. **Maëlis Pouzet** répond que oui, en particulier la plaine de Versailles. Pour l'instant, les sollicitations fréquentes de Terre et Cité ont reçu des réponses positives, mais la répartition du travail reste à clarifier : on ne sait pas encore si tel partenaire sera prêt à s'occuper de telle tâche.

## Prochaines dates

- 9 avril : réunion avec le directeur de la DDT sur les ravageurs
- 9 avril : réunion de restitution des solutions proposées aux agriculteurs par la SGP et le CD91.
- 22 avril : atelier de travail sur les valeurs de Terre et Cité
- 30 juin : prochain Conseil d'administration

**Conseil d'administration**  
**Compte-rendu**

**Mercredi 30 juin 2021**

**Présents :**

<b>Collège</b>	<b>Qualité</b>	<b>Civilité</b>	<b>Nom</b>	<b>Prénom</b>	<b>Position</b>
Associations	Vice-Président	Mme	BOUIHED	Maryam	ELSE
Associations	Vice-Président	M.	GIRARDIN	Cyril	AMAP Jardin de Cérès
Associations	Membre du CA	M.	DE GIVRY	Jacques	AGPV
Associations	Membre du CA	M.	MEUNIER	Michel	AVBs
Associations	Membre du CA	Mme	NGUYEN	Marie	ABON
Associations	Membre du CA	M.	PARISOT	Jean-Pierre	ADER
Elus	Membre du CA	M.	CURTI	Gilles	Adjoint Jouy-en-Josas
Elus	Secrétaire	Mme	DIGARD	Marie-Pierre	Adjointe au maire d'Orsay
Elus	Présidente	Mme	DOUCERAIN	Caroline	Maire des Loges-en-Josas
Elus	Membre du CA	Mme	LECLERCQ	Patricia	Conseillère déléguée Igny
Elus	Membre du CA	M.	MORDEFROID	Jean-Paul	Adjoint Verrières-le-Buisson
Elus	Membre du CA	Mme	PERSON	Delphine	Adjointe Palaiseau
Société civile	Membre du CA	M.	LEADLEY	Paul	LabEx BASC
Société civile	Membre du CA	Mme	LECOMTE	Jane	Université Paris-Saclay
Société civile	Membre du CA	Mme	MICHON	Camille	INRAE
Société civile	Vice-Présidente	M.	MISSENARD	Didier	Université Paris Saclay
Société civile	Membre du CA	M.	RIMBERT	Jean-Francis	
	Observateur extérieur	M.	ALBEROLA	Rémi	Prestataire
	Observateur extérieur	M.	BARBET	Thibaut	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	BRUERE	Marion	Salariée
	Observateur extérieur	Mme	BUISINE	Charlotte	Salariée
	Observateur extérieur	Mme	CAILLEAU	Caroline	Salariée
	Observateur extérieur	M.	CHEVALIER	Charles	Salarié
	Observateur extérieur	Mme	ELMIRA	Clémence	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	GAYET	Carole	Future stagiaire
	Observateur extérieur	Mme	GIMAT	Clarisse	Prestataire
	Observateur extérieur	Mme	GIRARDIN	Mazarine	Service civique

	Observateur extérieur	Mme	JUSSAUME	Marie	Salariée
	Observateur extérieur	Mme	LACAZE	Alice	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	MARY	Charlotte	Prestataire
	Observateur extérieur	Mme	PALIES	Cassandra	Service civique
	Observateur extérieur	Mme	POUZET	Maëlis	Salariée
	Observateur extérieur	M.	SPAAK	Dorian	Coordinateur général
	Observateur extérieur	Mme	TOFFANI	Clara	Service civique

### Ordre du jour

1. **Administration et finances**
2. **LEADER**
  - Dernières actualités
3. **Métro**
4. **PAT**
5. **Plantation de haies**
6. **Maison du territoire**
7. **Projet associatif**
  - Validation des valeurs, raison d'être et slogan de Terre et Cité
  - Grande consultation
8. **Célébration des 20 ans de Terre et Cité**
9. **Prochaines dates**

### Déroulé

1. **Administration et finances**

*Dorian Spaak présente le point appel à projets et Caroline Cailleau présente la suite du point financier et administratif.*

**Jean-Francis Rimbert** demande pourquoi l'URSSAF s'est intéressé à Terre et Cité. **Caroline Cailleau** répond qu'il y a eu beaucoup de contrôles depuis que la pandémie a imposé du chômage partiel, et que, l'association ayant une activité économique depuis plus de 10 ans, il est normal qu'elle soit contrôlée.

*Caroline Cailleau présente le budget 2021 et de potentielles opportunités de financements de Total Énergies et Servier ainsi que d'un fonds de dotation des entreprises du Plateau, que l'EPA réfléchit à mettre en place.*

**Jean-Francis Rimbart** suggère de suivre l'exemple d'autres associations en établissant une charte au préalable de manière à fixer des conditions pour une aide financière. Cette charte pourrait notamment servir à contrôler la communication qui est faite sur cette aide financière. **Caroline Doucerain, Jane Lecomte** et **Camille Michon** sont également intéressées par l'idée d'une charte qui aborde les valeurs portées par T&C.

**Cyril Girardin** rappelle que certaines entreprises cherchent à jouer la carte du greenwashing et que Total et Servier en particulier ont beaucoup de dossiers à charge. Il se demande à quoi contribuerait Terre et Cité en acceptant des financements de ces firmes et exprime ses réserves. **Michel Meunier** et **Didier Missenard** soulignent que Total et Servier ont une image qui déplairait aux adhérents de T&C. **Jean-Francis Rimbart, Marie-Pierre Digard** et **Gilles Curti** indiquent qu'il y a d'autres entreprises sur le territoire moins controversées. **Caroline Doucerain** répond que ces entreprises sont parfois très sollicitées et qu'on ne sait pas si elles accepteraient de financer T&C. Cela impliquerait un lourd travail de prospection pour l'équipe.

**Cyril Girardin** et **Gilles Curti** demandent également si T&C ne court pas le risque de se faire reprocher ces financements privés par des entités publiques, qui pourraient limiter leurs propres financements en conséquence. **Caroline Doucerain** rappelle que Terre et Cité bénéficie déjà de financements privés (par exemple pour le projet de plantation de haies) et que ce serait plutôt l'identité des financeurs qui pourrait poser problème.

**Gilles Curti** exprime également sa méfiance vis-à-vis d'un financement de l'EPAPS, qui lui semble dangereux pour l'indépendance de T&C.

**Marie-Pierre Digard** demande si T&C a vraiment besoin de ces financements. **Caroline Doucerain** répond que T&C pourrait sans doute trouver d'autres financements, mais il faut alors se demander où est la limite de fréquentabilité qui détermine si T&C accepte le financement d'une entité ou non. Cela pose également la question des contreparties attendues par ces entités, qu'il faudrait déterminer avant de les inclure dans la charte.

**Camille Michon** propose d'ouvrir le dialogue avec Total et Servier afin de comprendre ce que ces sociétés attendent de T&C et d'identifier ce que T&C est prête à accepter. Même si T&C devait finalement refuser le financement, cela permettrait de travailler à une charte et ce ne serait donc pas une perte de temps. **Delphine Person** et **Caroline Doucerain** rejoignent cet avis. Selon **Jean-Francis Rimbart**, la charte devrait être réalisée en interne, préalablement à la rencontre avec les entreprises, de façon à être non négociable. **Caroline Doucerain** répond qu'il est nécessaire d'entamer le dialogue pour comprendre quelles sont les attentes des entreprises plutôt que de partir d'une page blanche.

**Jacques de Givry** demande si T&C connaît un juriste qui pourrait établir cette charte. **Dorian Spaak** répond positivement mais insiste sur le coût onéreux de l'opération : il ne faut le solliciter que si T&C est certain d'avoir des retours financiers significatifs.

**Caroline Doucerain** assure que les réserves des administrateurs et administratrices ont été entendues. **Dorian Spaak** remercie le CA pour ces avis que l'équipe souhaitait avoir avant de prendre un premier contact avec Total. L'équipe fera un retour sur ces contacts au CA à la fin de l'été.

*Le CA valide à l'unanimité la reconduction de l'indemnité de présidence.*

## 2. LEADER

*Caroline Doucerain présente les projets passés en programmation de manière définitive.*

**Gilles Curti** évoque le balisage sur le Plateau de Saclay, qui doit à la fois mettre un lieu en valeur et permettre d'arriver sur ce lieu (balisage de cheminement). Il rappelle qu'un projet de chemins de randonnées est en cours de montage et que le SIAVB est en lien avec la CPS pour réfléchir au portage qui pourrait être effectué par cette dernière. **Gilles Curti** ajoute avoir rencontré Stéphane Basile, chargé du tourisme à la CPS, lors du mandat précédent et lui avoir transmis toute la documentation réalisée par la fédération française de randonnée.

## 3. Métro

*Caroline Doucerain présente le point métro et les derniers échanges auxquels T&C a participé, notamment avec la SGP sur le franchissement d'Arvalis et avec un expert de la DRIEAT concernant le calcul de la rentabilité socio-économique et les modèles de projection de trafic.*

**Didier Missenard** demande si la SGP s'est exprimée sur les réserves de la troisième et récente contre-expertise du SGPI. **Caroline Doucerain** répond que la SGP a évoqué une évolution du calcul de la rentabilité socio-économique, liée à l'insuffisante prise en compte des créations d'emplois.

**Dorian Spaak** explique qu'il y a eu deux présentations dans le cadre de l'échange avec la DRIEAT. La première présentatrice a expliqué la construction des estimations de trafics, qui utilise une projection à l'horizon 2030. Les modélisations sont expliquées dans des rapports disponibles sur le site de la DRIEA :

- <http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/modelisation-des-deplacements-en-ile-de-france-a5918.html>
- [http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fiche\\_synthetique\\_-\\_comprendre\\_la\\_modelisation\\_des\\_deplacements\\_en\\_idf\\_avec\\_modus\\_3.1.pdf](http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/fiche_synthetique_-_comprendre_la_modelisation_des_deplacements_en_idf_avec_modus_3.1.pdf)

Il estime que les estimations ne semblaient pas en décalage avec les prévisions qu'avait annoncées l'EPAPS. Donc que les calculs de circulations seraient bien réalistes au regard des projections de l'EPAPS concernant le développement urbain du secteur. La deuxième présentation a porté sur la modélisation de la rentabilité de la ligne : d'après cette présentation, la rentabilité est forte et ne serait pas remise en cause par une dépense supplémentaire de 30 millions.

**Caroline Doucerain** indique que la SGP est convaincue de la rentabilité socio-économique de la ligne et a reconnu qu'il ne s'agissait pas d'un problème de rentabilité mais plutôt d'argent public, ce qui signifie que même enterré, le projet serait rentable d'un point de vue socio-économique. Par ailleurs,

les présentateurs expliquaient que ces modèles sont évolutifs et peu testés. **Jean-Francis Rimbert** affirme que la démonstration socio-économique n'est pas un enjeu pour la SGP puisqu'elle n'exploite pas les lignes. **Caroline Doucerain** répond que la SGP poursuit l'intérêt du gouvernement et cherche donc à faire des économies.

**Didier Missenard** évoque la récente contre-expertise selon laquelle l'économie de la mise au sol est de 30 millions d'euros, ce qui représente un faible montant par rapport au budget de 5 milliards de la ligne. Il s'interroge donc sur les raisons de ce choix. **Caroline Doucerain** répond que d'après la SGP, cela correspond aux attentes du territoire. Le métro au sol est un compromis contre le viaduc. **Didier Missenard** affirme que le choix de la mise au sol par rapport au viaduc ne faisait pas consensus parmi les communes, bien que certaines y soient largement favorables.

**Michel Meunier** ajoute qu'il ne croit pas à la rentabilité socio-économique de la ligne. Selon lui, afin de résoudre les problèmes que la ligne pose à l'agriculture et aux finances publiques, il faut arrêter la ligne à Saclay. **Jean-Paul Mordefroid** rejoint cet avis.

*Caroline Doucerain présente le chapeau introductif devant être ajouté en préambule de l'avis des différents collèges sur le projet de L18 .*

**Cyril Girardin** indique qu'à ses yeux, la question de l'alimentation locale n'est pas suffisamment mise en avant dans le texte, ainsi qu'une perspective de transformation de l'agriculture dans le développement agricole local. **Jean-Francis Rimbert** rejoint cet avis. **Rémi Alberola** rappelle que des modifications ont été introduites en ce sens suite aux retours du bureau la semaine précédente. **Cyril Girardin** confirme que son commentaire portait effectivement sur la version non modifiée, sur laquelle il avait travaillé. Il confirme que les modifications apportées suite à la réunion de bureau lui conviennent au regard de ces considérations.

*En l'absence d'autre remarque portant sur cette proposition de "chapeau introductif" à l'avis des Collèges, le texte est adopté.*

#### **4. Projet Alimentaire Territorial (PAT)**

*Caroline Doucerain présente la démarche PAT entre Terre et Cité et ses partenaires : les agglomérations (CA Versailles Grand Parc, CA Saint-Quentin-en-Yvelines, Communauté Paris-Saclay) les associations de territoires agri-urbains (Triangle Vert, Plaine de Versailles), les partenaires techniques (Chambre d'agriculture, Champs des Possibles...) et d'autres partenaires comme l'EPA Paris-Saclay. Le PAT entre dans une deuxième phase, marquée par une demande de labellisation auprès de la DRIAAF et une demande de subvention dans le cadre du plan de relance. **Maëlis Pouzet** présente les 6 axes du plan d'action de cette nouvelle phase, comme cadre de coopération entre les acteurs pour améliorer la résilience alimentaire du territoire.*

**Jane Lecomte** précise que l'Université Paris-Saclay n'est pas partenaire, bien que les questions de restauration collective aient déjà beaucoup sensibilisé les personnels et étudiants sur les enjeux du local. Elle annonce l'organisation à venir de webinaires avec le CROUS. Le premier échange avec les CROUS a soulevé de nombreux enjeux sur la question du local, notamment sur les volumes, et

l'intérêt des acteurs locaux concernant le prix d'achat de leurs produits. Elle reste optimiste sur la possibilité de lever ces verrous à l'avenir, avec un important travail. Jane Lecomte conclut que l'Université est prête à s'associer avec Terre et Cité.

**Cyril Girardin** retrouve dans le plan d'action les enjeux que devrait contenir le chapeau sur la ligne 18 (cf remarque précédente). Pour lui, ces orientations lui semblent être dans l'ADN de Terre et Cité. Il propose de faire apparaître la notion de circuit court dans le titre de l'axe 3. Il ajoute qu'il a récemment pu discuter avec le maire de Lévy Saint Nom (Plaine de Versailles) de légumes de plein champ. Cette piste lui semble pouvoir donner lieu à des réflexions sur le territoire et faire apparaître un modèle intermédiaire entre céréalier et maraîchage qui pourrait à la fois intéresser certains agriculteurs du territoire tout en répondant à certains besoins des assiettes des acteurs locaux. **Michel Meunier** rappelle que ce modèle existait dans sa jeunesse et qu'il a connu la carotte de la Plaine de Montesson.

**Jean-Francis Rimbart** indique qu'une légumerie est en cours de création en Seine et Marne afin de répondre aux enjeux de transformation et de conservation.

**Didier Missenard** informe de la tenue d'un comité de pilotage de la CPS la semaine dernière avec la présence d'Olivier Thomas, vice-président chargé de l'agriculture et des mobilités. La forte croissance démographique de certaines communes, comme Orsay (+ 1/3 d'habitants) interroge les enjeux de consommation locale et de restauration collective. Quatre communes présentes au copil sont intéressées par la création d'une cuisine intercommunale pour la restauration collective.

**Caroline Doucerain** demande aux membres du CA de voter pour statuer sur le plan d'action du PAT, la gouvernance et le rôle de Terre et Cité comme porteur du projet.

*Le CA approuve à l'unanimité le plan d'action du PAT, sa gouvernance et le rôle de Terre et Cité comme porteur du PAT.*

**Maëlis Pouzet** présente la démarche pour la réponse à l'AAP du plan de Relance - mesure 13 volet B.

**Jane Lecomte** demande si les projets du PAT seront seulement ceux qui seront financés dans le cadre de cet appel à projets. Elle signale un décalage sur l'axe Environnement où le PAT porte une vision globale sur le développement de l'agroécologie et où il n'y a qu'une étude de financée.

**Maëlis Pouzet** précise que l'AAP ne permet pas le financement de tous les projets du plan d'action car l'enveloppe est plafonnée et les projets présentés doivent répondre à certains critères et notamment être déjà suffisamment construits pour présenter des devis précis. Cependant, les projets non financés par cet AAP pourront être financés par ailleurs.

**Jean-Francis Rimbart** demande si l'axe environnement intègre enjeux liés à l'agriculture biologique notamment afin d'augmenter les productions et le foncier dédié.

**Dorian Spaak** indique que la dimension environnementale est traitée plus largement dans de nombreux projets portés par Terre et Cité et les différents partenaires du PAT. Il informe que cet axe



est très attendu et commenté, bien qu'aucun partenaire n'attend du PAT qu'il traite cette thématique entièrement.

**Cyril Girardin** estime que le plan d'action repose la question de l'articulation entre la production et transformation/distribution et consommation qui est une difficulté identifiée. Il se demande s'il serait intéressant que le PAT porte un projet pour mettre en œuvre des structures qui ferait correspondre l'offre et la demande plus directement, à l'image d'un système comme Rungis. Il ajoute une remarque sur le fait que les légumes de plein champ partent en conserverie et qu'il y a un enjeu de circulations logistiques et de l'information.

**Caroline Doucerain** demande aux membres du CA de voter la demande de financement du PAT dans le cadre de l'AAP Consolidation des PAT du Plan de relance, le portage du projet global par Terre et Cité, et les projets soumis directement par Terre et Cité dans le cadre de l'AAP.

*Le CA valide à l'unanimité le projet présenté à la DRIAAF dans le cadre de l'AAP Consolidation des PAT et son plan de financement et sollicite l'aide du Plan de relance pour le projet.*

*Le CA valide à l'unanimité le portage du PAT par Terre et Cité.*

*Le CA valide à l'unanimité l'ensemble des projets soumis par Terre et Cité à l'AAP Consolidation des PAT.*

## 5. Plantation de haies

*Clarisse Gimat présente le point plantation de haies.*

**Paul Leadley, Cyril Girardin et Jane Lecomte** sont enthousiasmés par le projet.

**Paul Leadley** demande quel est l'historique du travail sur les drains sur le Plateau de Saclay. **Dorian Spaak** répond qu'un projet de cartographie des sols avait été présenté à LEADER, mais son financement n'avait finalement fait l'objet d'un refus du comité de programmation. Pour l'instant, aucune méthode fonctionnelle n'a été trouvée pour le projet de recherche sur les drains.

**Cyril Girardin** demande si le projet de plantation de haies pourrait entrer dans le cadre de la compensation carbone. **Clarisse Gimat** répond que la quantité de carbone stockée par les haies est relativement faible (par rapport à celle stockée par une forêt). C'est pourquoi T&C a préféré valoriser ce stockage par le parrainage d'arbres plutôt que par la certification carbone. **Jane Lecomte** souligne l'impact positif des arbres et haies sur la biodiversité et **Clarisse Gimat** ajoute que le parrainage d'arbres permet de valoriser l'ensemble des vertus de l'agroforesterie, et pas seulement le stockage de carbone. Elle précise cependant que la compensation carbone n'est pas écartée et pourra s'appliquer à des exploitations demandeuses.

**Jane Lecomte** demande si les arbres risquent de poser problème avec les drains, et si les drains permettront d'amoindrir certains événements climatiques accentués comme des précipitations plus importantes ou des sécheresses.

**Dorian Spaak** rappelle que les drains améliorent la gestion de l'eau sur le territoire, permettant d'éviter une accumulation d'eau déclenchant des écoulements non maîtrisés, qui peuvent avoir des conséquences graves. Une augmentation des précipitations devrait donc être amortie par les drains. En revanche, il n'y a pas d'études existantes sur l'impact des drains sur des épisodes de sécheresse, pour le moment, mais le Triangle Vert doit travailler sur ce sujet.

**Clarisse Gimat** évoque Nathalie de Noblet qui a dit que les événements climatiques de 2003 seront vécus de manière beaucoup plus fréquentes, et rappelle qu'il n'y a pas eu de problèmes de sécheresse sur le plateau.

*Le CA valide à l'unanimité la candidature de T&C pour le projet de plantation de haies à l'appel à projet "Reconquête de la biodiversité" proposé par la Région Île-de-France.*

## 6. Maison du territoire

**Caroline Doucerain** présente l'état des réflexions sur les deux opportunités, l'une à la Maison Cocagne à Vauhallan et l'autre à l'ensemble scolaire La Salle à Igny.

**Patricia Leclercq** explique que la SNCF souhaite garder la salle des pas perdus (qui est la partie accessible au public) et ne donnerait en location à la commune que la part logement du chef de gare, ce qui est plus petit que ce qui était imaginé au départ. Elle précise que T&C pourrait utiliser ces lieux comme lieux d'exposition temporaire mais qu'il serait difficile de les partager de manière continue.

**Dorian Spaak** exprime le souhait de pouvoir disposer d'un espace pour de grands événements de manière ponctuelle, ce à quoi **Patricia Leclerc** lui répond que cela est envisageable et que Terre et Cité est la bienvenue à la prochaine réunion de réflexion avec la SNCF.

**Jean Francis Rimbart** rappelle qu'un projet de coworking est en train de se créer au 4 rue de l'Eglise.

## 7. Projet associatif

**Charlotte Mary** présente les différentes conclusions des travaux sur le projet associatif pour les soumettre au CA. Elle présente différentes propositions de valeurs, de raison d'être et de slogan.

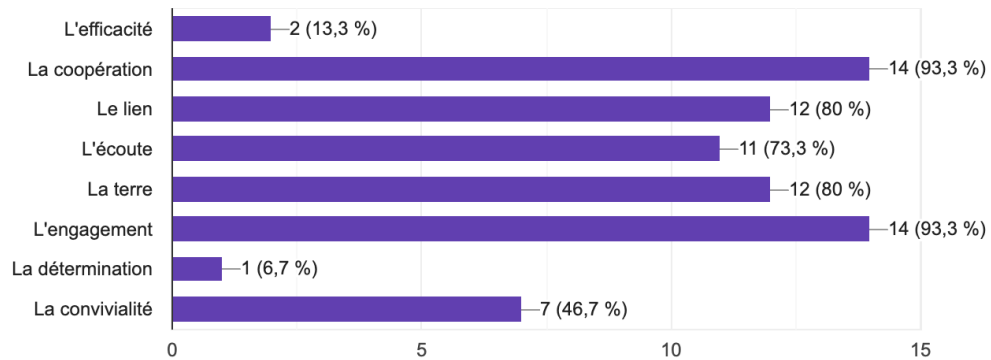
**Jane Lecomte** estime qu'il n'y a pas beaucoup de valeurs et aurait imaginé un choix plus vaste. **Charlotte Mary** explique qu'il y avait à l'origine une trentaine de propositions mais que la sélection a été affinée pour la présentation au CA suite à une présélection par la bureau.

*Temps de vote des membres du CA*

**Charlotte Mary** présente les résultats rappelés ci-dessous:

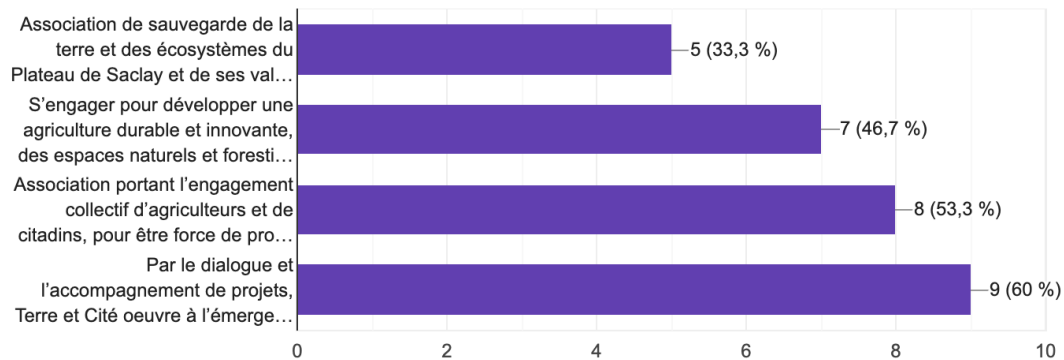
### VALEURS - Merci de sélectionner 5 valeurs parmi celles qui vous sont proposées.

15 réponses



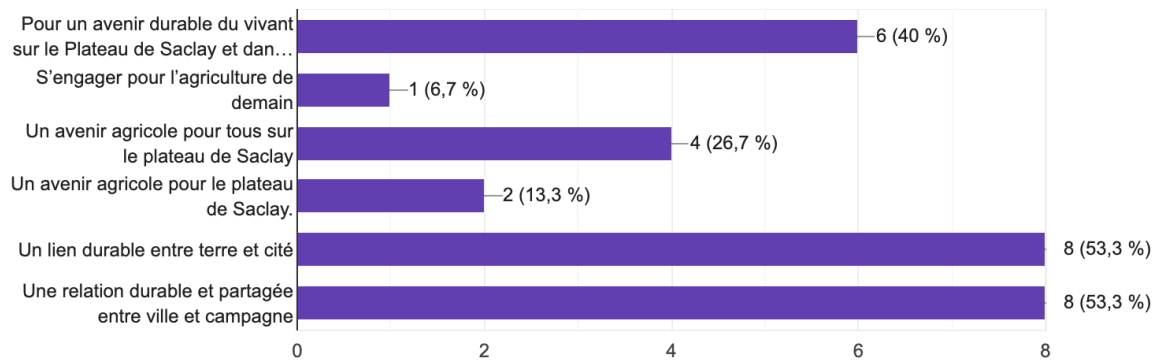
### RAISON D'ÊTRE - Merci de sélectionner 2 raisons d'être parmi celles qui vous sont proposées.

15 réponses



### SLOGAN - Merci de sélectionner 2 slogans parmi ceux qui vous sont proposés.

15 réponses



**Jean-Francis Rimbert** indique qu'il lui semble important de préciser le territoire en conservant la notion géographique de Plateau de Saclay. **Michel Meunier** demande également qu'on précise le territoire avec une mention "sur et autour du Plateau de Saclay".

## 8. Célébration des 20 ans de Terre et Cité

**Jean-Paul Mordefroid** souligne la qualité des visuels utilisés.

**Gilles Curti** rappelle qu'une réunion importante est organisée par le SIAVB le 30 septembre, et que celle-ci regroupera 11 maires.

## 9. Prochaines dates

- + **7 Juillet** : Webinaire espaces agricoles et naturels
- + **8 Juillet et 11 Août** : Balade
- + **21 Juillet et 16 Août** : Pique-nique
- + **28 Août** : Collège agriculteurs et dîner de fin de moisson (membres du bureau + agris)
- + **Mardi 31 Août 18h** : Bureau
- + **Jeudi 23 Septembre 20h** : CA
- + **Jeudi 30 Septembre (17h-23h)** : AG
- Samedi 2 Octobre journée** : 20 ans de Terre et Cité

## CA du 23 septembre 2021 20h30-22h30

Collège	Qualité	Civilité	Nom	Prénom	Position
Elue	Présidente	Mme.	DOUCERAIN	Caroline	Maire des Loges-en-Josas
Elue		Mme	PERSON	Delphine	Mairie de palaiseau
Associations	Vice-Président	M	GIRARDIN	Cyril	Amap Jardin de Cérés
Associations Visio		Mr	DE GIVRY	Jacques	AGPV
Société civile Visio		Mme	TOUZE	Nathalie	INRAE
Elue visio		Mme	LECLERC	Patricia	Igny
Société Civile Visio		M.	MISSENARD	Didier	Orsay
Associations		M.	PARISOT	Jean-Pierre	APESA
Associations Visio		M .	MEUNIER	Michel	AVB
Agriculteurs		Mme	NICOLARDOT	Elisabeth	
Agriculteurs		M	BAILLY	Vincent	EARL La Douarière
Associations Visio		Mme	BOUIHED	Maryam	
Elu		M.	CURTI	Gilles	
Elu Visio		M.	MORDEFROID	Jean-Paul	
Société civile		M.	RIMBERT	Jean-Francis	
	Obs. ext.	M.	SPAAK	Dorian	Salarié
	Obs. ext.	M.	CHEVALIER	Charles	Salarié
	Obs. ext.	M.	ALBEROLA	Rémi	Prestataire
	Obs. ext.	Mme.	BRUERE	Marion	Salariée
	Obs. ext.	Mme.	CAILLEAU	Caroline	Salariée
Visio	Obs. ext.	Mme	PICAZO	Marie	Salariée
Visio	Obs. ext.	Mme	MARY	Charlotte	Prestataire

Visio	Obs. ext.	Mme	JUSSAUME	Marie	Doctorante
	Obs. ext.	Mme	POUZET	Maelis	Salariée
	Obs. ext.	Mme	GIRARDIN	Mazarine	Service Civique
	Obs. ext.	Mme	TAVIGNOT	Diane	Service Civique
	Obs. ext.	M.	SOULES	Thibault	Service Civique

### **1. Point financier et administratif (point RH volontaires alternants et salariés)**

**Caroline Cailleau** présente le point RH et financier de l'association.

### **2. Assemblée générale**

**Caroline Doucerain** présente l'ordre du jour de l'assemblée générale du 30/09/2021.

**Jean-Paul Mordefroid et Jean-Francis Rimbart** s'interrogent sur le sujet des changements de statut et se demandent où est passée la notion de terre agricole ? De la même manière, **Jacques De Givry** s'interroge sur la disparition de la notion de patrimoine.

**Cyril Girardin** propose que l'objectif soit précisé sur la dernière phrase.

**Caroline Cailleau** propose d'ajouter à la fin : « afin de préserver les terres et le patrimoine associé ».

**Cyril Girardin** croit aussi clairement que les différents points de vue montrent la diversité dans T&C, mettre en avant qu'on préserve le territoire est important.

**Jacques De Givry** demande à rajouter la notion de patrimoine.

**Delphine Person** précise que si la notion de patrimoine est claire pour tout le monde il ne faudrait pas juste dire "sauvegarder le patrimoine au sens large".

**Jean-Paul Mordefroid et Jacques De Givry** sont d'accord.

**Jean-Francis Rimbart** complète que le patrimoine est un élément mais c'est l'agriculture au sens large qui nous rassemble et la défense de ses terres agricoles.

**Jacques De Givry** rappelle que le patrimoine est à l'origine des deux associations (T&C et AGPV).

**La nouvelle proposition est validée en à l'unanimité par le Conseil d'administration.**

### **3 Présentation financière**

**Caroline Cailleau** fait la présentation de la synthèse financière des comptes. Elle sera partagée par mail dès que possible.

**Cyril Girardin** se demande sur la manière de rembourser en 2023 les crédits de la Caisse des dépôts et Consignations, a-t-on réfléchi aux moyens de fonctionner sans cette trésorerie.

**Caroline Cailleau** précise qu'au premier trimestre 2023, l'intégralité de la subvention sera versée.

**Dorian Spaak** précise que pour tous les projets qui sont significatifs, il faut se poser la question de la trésorerie et que chaque projet porte sa propre trésorerie. Pour le projet haies, ce sera sans doute la fondation Yves Rocher. Les agriculteurs apportent des contrats d'apport avec droit de reprise pour le projet fonctionnalités, et ce sont eux qui avancent jusqu'à ce qu'on reçoive la subvention européenne pour payer la prestation de Rémi.

**Le CA valide les comptes à l'unanimité et sans réserve.**

#### **4 Les élections et modalités de votes**

**Caroline Doucerain** annonce les modalités de vote prévues pour l'AG pas de vote en ligne pour l'AG.

#### **53. Célébration des 20 ans de Terre et Cité**

Présentation de l'événement par **Caroline Doucerain**.

**Cyril Girardin** remercie Charlotte pour tout le travail sur le Livret des 20 ans.

#### **. 4. Point sur le LEADER**

**Cyril Girardin** précise qu'on est en fin de programme LEADER avec plein de projets de maraîchage. Cela illustre parfaitement ce qu'on attendait du LEADER avec deux choses très importantes :

- Accompagnement des communes des projets agricoles. Projets portés par des nouveaux agriculteurs mûres.
- A chaque fois ces projets s'appuient sur la création des EPIs. Ils voient dans ces espaces des réseaux de distributions qui vont faciliter les ventes.

Il y a un cercle vertueux des initiatives locales et cela est bien en lien avec les objectifs de T&C.

**Gilles Curti** ajoute que c'est intéressant de s'appuyer sur des nouveautés mais rappelle qu'il ne faut pas négliger les commerces de proximité. Il faut qu'à la fois les producteurs et les commerçants puissent vivre.

**Caroline Doucerain** indique qu'effectivement pour les collectivités, il est nécessaire de s'adresser aux distributeurs professionnels. Aux loges le primeur de Rungis qui vient 2 fois par semaine n'intéresse pas le même public que l'EPI. Il ne fera pas concurrence au projet de maraîchage des loges.

**Cyril Girardin** complète que pour avancer sur le modèle économique, la valeur ajoutée doit aller aux producteurs. Le circuit de distribution est super important car la valeur ajoutée ne doit pas se perdre dans la chaîne.

**Gilles Curti** se demande si l'objectif est de vendre moitié prix via circuit court ou un prix proche légèrement en dessous pour dissuader l'approvisionnement lointain. Une surmarge pourrait attirer des jeunes.

**Jean-Paul Mordefroid** complète en disant que l'objet n'est pas de concurrencer l'international mais de rémunérer le travail du producteur. Les deux projets de maraîchage présentés au LEADER sont très similaires, avec à la fois de la production végétale, animale, et l'intégration de la relation avec les gens, la pédagogie fait aussi partie de l'offre.

**Caroline Doucerain** regrette que pour l'EPI, les populations les moins aisées aient du mal à y accéder.

**Delphine Person** indique que sur le projet de ferme de Palaiseau, ils ont fait une étude sociétale avec les acteurs du territoire. Il y a une disparité dans les AMAP, toutes les catégories ne sont pas représentées. Nos collectivités ont un rôle à jouer là-dessus.

**Cyril Girardin** précise que dans les EPIs, ce sont des associations et ils ne doivent faire aucune recette. Ils revendent à prix coûtant donc quand le fournisseur joue le jeu, les EPIs affichent des prix 15 à 20% moins cher.

**Caroline Doucerain** indique que la région nous a demandé une évaluation du programme LEADER qui est en cours de rédaction.

## **5. Coopération USA**

**Dorian Spaak** présente le sujet en indiquant le succès du 1er webinaire et le 2ème webinaires à venir.

**Cyril Girardin** s'interroge sur la communication faite autour de l'événement.

**Dorian Spaak** répond que la communication a été faite sur la newsletter et sera aussi diffusée par l'Université Paris-Saclay. Il est peut-être envisageable de faire passer des "kit de communication" aux adhérents pour qu'ils puissent partager après.

**Cyril Girardin** précise que dans le milieu associatif, un courrier mail reste un canal de diffusion très important. **Jacques De Givry** appuie cette remarque.

## **6. Projet associatif**

**Caroline Doucerain** reparle des réponses sur la consultation en ligne des projets de TC.



## 6.2 Projet de la Charte éthique

**Jean-Francis Rimbert** indique qu'il faut être vigilant au greenwashing des financeurs qui maîtrisent la communication.

**Cyril Girardin** se demande quels sont les outils sur lesquels il est possible de s'appuyer.

**Marion Bruère** indique que les documents RSE des entreprises et les rapports d'associations comme Oxfam vont être étudiés. Il est nécessaire d'avoir une grille de critères facilement vérifiables.

**Cyril Girardin** demande si des outils ont été identifiés ? Existe-t-il un Nutriscore pour les entreprises ?

**Charlotte Buisine** indique que sur les questions de bilan carbone c'est difficile de savoir avec exactitude mais c'est assez rapide de voir l'ambition des démarches mises en place.

**Jean-Francis Rimbert** demande de réfléchir en empreinte carbone et pas en bilan carbone.

**Caroline Doucerain** sollicite des volontaires au sein du Conseil d'administration pour l'élaboration de cette charte.

## 8. Métro

Caroline Doucerain présente l'enquête parcellaire modificative

## 9. PAT

**Maëlis Pouzet** présente l'avancement du PAT.

**Jean-Paul Mordefroid** demande si le problème de l'obésité est abordé dans les projets pédagogiques ?

**Maëlis Pouzet** indique qu'il n'y a pas beaucoup d'aspect santé et social dans le PAT actuellement et que c'est un axe d'amélioration. l'aspect social est traité avec les EPI mais il y a de fortes marges de progression possibles sur ces sujets.

## 10. Certification carbone

**Marion Bruère** présente la démarche en cours ainsi que le résultat des bilans GES chez les agriculteurs.

**Vincent Bailly** souhaiterait plus d'informations sur l'impact du compost dans les bilans GES puisqu'en fonction des méthodes de calculs d'intégration ou non de l'ensemble du cycle de production du compost, le bilan GES peut être positif ou non. Il souligne la différence entre conventionnel et bio dans les Bilans GES et le bon classement des agriculteurs du Plateau

de Saclay par rapport à la . moyenne nationale. Cela s'explique par la méthode de calcul qui est faite en regardant la production en fonction de l'énergie utilisée. Comme de base le rendement est bon car les terres sont de bonnes terres, le bilan GES est moins important.

**Cyril Girardin** s'interroge sur le sentiment des agriculteurs.

**Vincent Bailly** précise que malgré les références il était difficile de mesurer l'impact du compost (ceci allait de 0 à 1000) ce qui était décevant. Sinon globalement les agriculteurs étaient satisfaits. Sophie Carton d'AgroParisTech doit revenir vers les agriculteurs dans les prochaines semaines après la présentation début septembre des bilans GES.

**Dorian Spaak** indique que Jean-Paul Mordefroid représente Terre et Cité pour la restitution d'un projet de recherche entre le plateau de Saclay, la brie et l'est français.

**Maryam Bouihed** demande s'il y a un document à partager. **Dorian Spaak** précise qu'il y a déjà des plaquettes.

**Cyril Girardin** indique que le territoire est très sollicité par les équipes de recherches, notamment avec des outils socio-économiques, pas que l'agriculture. L'universitaire vient donner des clés de compréhension. Il y avait déjà eu des études sur les agriculteurs en contact avec les associations, c'est important.

### **Evènements à venir**

Conseil d'administration le mardi **7 décembre**.

### **Questions Supplémentaires**

**Jean-Francis Rimbart** demande où en est la recherche des locaux.

**Caroline Doucerain** explique qu'aujourd'hui, l'idée est de conforter notre installation à LaSalle. Le lieu d'accueil pourrait être la gare d'Igny où la SNCF serait prête à passer des locaux à T&C.

**Dorian Spaak** informe que le deuxième étage à LaSalle a été rénové par une autre association, la surface est plus grande, c'est assez neuf et mieux isolé mais le problème c'est qu'il n'y a pas d'entrée séparée, ceci n'est pas satisfaisant pour l'accueil public. La mairie d'Igny propose la salle des fêtes pour CA. A terme, si le projet de rénovation de la gare d'ici 2 ou 3 ans abouti, il y aura un petit espace ERP, pas pour 200 personnes. Ceci permet d'avoir un usage plus simple et fonctionnel : les bureaux dans l'établissement et l'accueil dans la gare.

## CA du 6 décembre 2021 20h30-22h30

Collège	Qualité	Civilité	Nom	Prénom	Position
Elu	Présidente	Mme.	DOUCERAIN	Caroline	Maire des Loges-en-Josas
Elu	Secrétaire	Mme	DIGARD	Marie-Pierre	Mairie d'Orsay
Associations	Vice-Président	M	GIRARDIN	Cyril	Amap Jardin de Cérés
Associations Visio		Mr	DE GIVRY	Jacques	AGPV
Associations		M.	PARISOT	Jean-Pierre	APESA
Associations		M.	NGUYEN	Marie	ABON
Associations		M .	MEUNIER	Michel	AVB
Agriculteurs	Vice-Présidente	Mme	VANDAME	Christiana	EARL Vandame
Agriculteurs	Vice-Président	M.	LAUREAU	Emmanuel	F. de la Martinière
Agriculteurs		M	BAILLY	Vincent	EARL La Douarière
Agriculteurs		M	DES COURTILS	Olivier	F. de Viltain
Société Civile	Vice-Présidente	M.	DEBIESSE	Martine	
Société Civile visio		Mme	LECOMTE	Jane	Université Paris-Saclay
Société Civile		M.	MISSENARD	Didier	
Société Civile visio		M.	MORDEFROID	Jean-Paul	
visio	Obs. ext.	M.	SPAAK	Dorian	Salarié
	Obs. ext.	M.	MARY	Charlotte	Prestataire
	Obs. ext.	M.	ALBEROLA	Rémi	Prestataire
	Obs. ext.	Mme.	BRUERE	Marion	Salariée
Visio	Obs. ext.	Mme.	Buisine	Charlotte	Prestataire
Visio	Obs. ext.	Mme	GAYET	Carole	Stagiaire
	Observateur extérieur	Mme	VERDEIL	Sidonie	Service Civique

### 1. Point financier et administratif (point RH volontaires alternants et salariés)

Caroline Doucerain présente l'actualité financière et administrative.

## 2. Retours sur la célébration de l'AG et des 20 ans

Les membres du Conseil d'Administration indiquent leur satisfaction concernant les deux évènements. **Caroline Doucerain** présente le livret des 20 ans. **Marie Pierre Digard** se pose la question d'envoyer le livret des 20 ans à tous les adhérents.

**Michel Meunier** propose de l'envoyer en format papier aux financeurs, aux collectivités, et aux agriculteurs mais pour les simples adhérents un pdf suffit, mettre à disposition sur le site le livret des 20 ans et ainsi le nombre de connexions peut être relevé.

**Les membres du CA donnent leur accord.**

**Caroline Doucerain** précise que le premier tirage sera fait pour 300 à 400 exemplaires si besoin on fera un deuxième tirage. Le document pourra être mis à disposition lors des évènements importants de Terre et Cité.

**Les membres du CA donnent leur accord.**

**Caroline Doucerain** demande 5 exemplaires pour la mairie des Loges et Michel Meunier pour les AVB, 10 exemplaires.

## 3. Programme LEADER

**Caroline Doucerain** présente le principe d'une nouvelle candidature LEADER pour la prochaine programmation 2023-2027 . Elle demande si le CA veut confirmer la décision de Bureau de repostuler dans le même périmètre.

**Michel Meunier** confirme qu'il faut se lancer à nouveau.

**Olivier Des Courtils** demande qui décide de la sélection des candidatures

**Dorian Spaak** indique qu'on ne connaît pas la composition du dernier jury mais on sait (du fait de l'audition à laquelle nous avons participé) qu'il y avait des personnes qui connaissent bien la Région, des chercheurs et des techniciens.

**Jane Lecomte** s'interroge sur la probabilité de pouvoir être de nouveau lauréat à la suite d'une première candidature réussie et par rapport à l'énergie investie. Elle souhaiterait qu'il soit discuté des axes de la candidature dans les prochains mois. Elle précise qu'elle est favorable à une nouvelle candidature.

**Cyril Girardin** précise différents points :

1. Un point assez fort : le territoire de Saclay est identifié comme un territoire à enjeux. Cela a généré des interactions entre la recherche, les entreprises et les agriculteurs.
2. On arrive en fin de LEADER avec une consommation du budget à 100%.
3. Point très fort : il y a un avant LEADER et après leader pour T&C. L'équipe a été dynamisée, il y a eu beaucoup de bénéfices pour le territoire.

**Jean Pierre Parisot** rapporte que l'ADER voudrait que T&C s'occupe de la gestion des eaux. Est-ce que relancer les canaux des eaux de Versailles ne pourrait pas être un projet ? **Caroline Doucerain** précise que ce projet a un dimensionnement tellement important qu'il faudra trouver des cofinancements et mettre d'accord beaucoup d'acteurs.

**Olivier des Courtils** préférerait qu'on reste indépendant et qu'on continue sur notre territoire. Notre travail avec la recherche est reconnu et il faut le poursuivre.

**Cristiana Vandame** précise que l'ADN de T&C est de protéger les terres agricoles, l'association a un large spectre d'actions, tous les projets ont abouti et ils sont cohérents.

**Emmanuel Laureau** demande si les enveloppes vont changer. **Charles Chevalier** informe que les enveloppes devraient être à peu près les mêmes par année. On demande régulièrement la confirmation de ces données.

**Les membres du CA votent à l'unanimité pour lancer une candidature pour la prochaine programmation européenne sur le périmètre actuel du programme LEADER.**

**Caroline Doucerain** évoque le report du comité de programmation au début du mois de février.

## 4. Fonctionnalités-Métro

**Cristiana Vandame** relève qu'à la conférence de la L18, aucun agriculteur du territoire n'était invité. S'il y avait besoin de le redire, cela montre le mépris total des agriculteurs et de l'agriculture.

**Olivier Des Courtils** comprend qu'ils n'invitent pas tout le monde mais il pourrait y avoir des agriculteurs directement concernés en plus de la Chambre d'agriculture. Il pense qu'il faut laisser passer la réunion et écrire un courrier en suivant, incisif disant qu'on déplore leur façon de faire et que cela est inadmissible.

### **Enquête parcellaire Ligne 18**

**Jean-Pierre Parisot** indique que l'UASPS a aussi travaillé sur le sujet.

- Gros problème d'identification des parcelles qui ont changé de nom depuis le décret
- Ambiguïté concernant les parcelles partiellement classées dans la ZPNAF
- Inadmissible que le public ne puisse pas se faire une idée
- Zone près de la station Shell → peut être une clause de nullité
- On aurait aimé être associé à ce travail

**Caroline Doucerain** indique que T&C contactera l'UASPS la prochaine fois.

**Cyril Girardin** trouve incroyable que la ZPNAF devienne un objet non identifié/non identifiable et pense que T&C pourrait faire un courrier aux maires des communes - PLU

- Ce sont aux Mairies de réclamer à l'EPAPS des délimitations claires pour savoir où passe la ZPNAF.
- Aujourd'hui mon service de l'urbanisme est en incapacité de me dire exactement où passe la ZPNAF.

**Jean-Pierre Parisot** confirme n'avoir vu aucun PLU où s'est indiqué.

**Caroline Doucerain** indique que le PLU des loges en Josas est en train d'être mis jour dans le cadre de sa révision.

**Jean-Pierre Parisot** précise que d'autres communes ont révisé leur PLU mais la ZPNAF n'apparaît pas.

**Emmanuel Laureau** donne comme exemple la parcelle ZP 31, pour partie en ZPNAF mais sans indication précise de répartition.

**Caroline Doucerain** indique avoir sollicité l'EPAPS qui dit avoir commencé le travail de clarification des parcelles en ZPNAF ou hors ZPNAF.

**Jean-Pierre Parisot** souhaiterait un vrai règlement de la ZPNAF. C'est du ressort du législatif (députés, sénateurs), en plus de faire une description détaillée des parcelles. Les associations de défense de l'environnement ont ce travail à faire pour forcer l'administration à définir précisément les contours de la ZPNAF.

**Cyril Girardin** complète que si ce travail de clarification des parcelles n'est pas effectué, il sera compliqué de prouver qu'ils débordent. Il nous arrivera la même chose que sur le golf : faire un référé de suspension pour leur faire prendre conscience qu'ils ne sont pas où ils devraient être.

### **5. Projet Haies**

**Marion Bruère** fait un point d'avancement sur le projet.

### **6. Charte éthique**

**Charlotte Mary** et **Charlotte Buisine** font un point sur l'avancement de la charte.

**Cyril Girardin** demande s'il existe un outil global sur internet qui permet de dire : les premiers documents trouvés sont ceux de l'entreprise donc il faut aller creuser plus loin. A la réunion Bureau, on s'est dit qu'il fallait se faire la main sur des cas concrets. Par exemple, l'entreprise Servier, qui est arrivée sur le plateau et qui est connue pour un fait pour lequel elle a été condamnée : est-ce que T&C veut avoir son logo à côté du sien ?

**Olivier Des Courtils** demande si T&C va émettre un avis sur toutes les entreprises.

**Cyril Girardin** spécifie que c'est dans le cadre d'une demande de partenariat. Est-ce que l'entreprise peut afficher le logo de T&C ? Est-ce qu'on met le leur sur le site ?

**Olivier Des Courtils** souligne que c'est un débat de fond et s'interroge sur le maintien de notre indépendance. Il s'interroge sur l'utilité de cette démarche.

**Caroline Doucerain** prend en exemple le projet haies, comment accueille-t-on les entreprises qui seraient intéressées pour financer ?

**Cristiana Vandame** demande, par rapport aux critères mentionnés, s'il existe un cadre juridique national qui permet de dire si l'entreprise répond à la loi.

**Charlotte Buisine** signale que l'entreprise va toujours dire qu'elle respecte la loi.

**Jean-Paul Mordefroid** précise que cela nous concerne de manière intime, sur les partenaires qu'on veut avoir. Merci aux personnes qui ont travaillé là-dessus. Il n'est pas d'accord avec la notion de gradualité car ça se termine par la position de logos sur les documents. Une nuance n'est pas communicable. Il espère qu'on aura assez de partenaires potentiels pour ne pas regretter de laisser filer un partenaire "moyen".

**Cyril Girardin** clarifie que la catégorisation n'était qu'une hypothèse qui était apparue dans le débat. On aurait pu imaginer une première catégorie qui donne de l'argent mais qui n'utilise pas le logo.

**Marion Bruère** souligne qu'il va y avoir la vente de crédits carbone et que la question des acheteurs va se poser également dans ce cadre. **Emmanuel Laureau** souligne que dans ce cas ça ne profite pas à T&C, mais à l'agriculteur donc il faut mettre le nom de l'agriculteur. T&C est juste un intermédiaire.

**Olivier Des Courtils** fait la distinction entre la fondation et l'entreprise. La fondation n'a pas le même statut que l'entreprise. Il veut bien que la fondation Yves Rocher donne de l'argent pour des haies.

**Gilles Curti** clarifie qu'une décision ne peut être prise que par le CA. Une grille de critère nous permettra de choisir mais il nous appartiendra de le faire en notre âme et conscience.

**Caroline Doucerain** énonce que c'est bien prévu que ce soit validé en bureau et en CA. Nous aurons un débat et ce sera guidé par des éléments subjectifs qui amèneront à une décision. **Jane Lecomte** indique qu'elle rejoint le point de vue qu'il est nécessaire de se positionner grâce à la charte éthique et que c'est au CA de décider. Le tableau permettra d'alimenter la discussion des membres.

**Charlotte Marie** précise que s'il y a un partenariat, il y aura une convention de partenariat qui permettra de cerner ce dernier et de nous protéger.

**Caroline Doucerain** souligne l'intérêt de faire un 1er test. Si on se rend compte que ça ne marche pas, on essaiera de simplifier cette grille.

**Cristiana Vandame** s'interroge sur la représentation de la grille comme la synthèse maximale pour répondre aux images de T&C.

**Charlotte Buisine** explique qu'ils ont commencé à prioriser des critères, pour voir ceux qui correspondent le plus à T&C avec le groupe de travail.

**Emmanuel Laureau** demande de mettre des critères d'exclusion, des clauses spécifiques.

**Caroline Doucerain** propose de compléter la convention.

**Cristiana Vandame** donne en exemple les haies. Les Vandame ont indiqué qu'ils ne voulaient pas que la CPS participe.

**Cyril Girardin** se demande si on fait des démarches pour aller chercher les entreprises sur des chantiers participatifs. **Charlotte Marie** précise que pour des ateliers de team building solidaire, on a fait des randos VTT, une construction de potager en hauteur... On a fait des marchés et des stands chez EDF.

**Caroline Doucerain** précise qu'on aura besoin de cas concrets pour consolider le processus.

**Dorain Spaak** complète en présentant le cas d'Azulis, une entreprise recommandée par Carbone 4, C'est un petit fonds d'investissement, basé à Paris, investi dans des PME dans lesquelles ils croient vraiment. Tout le CA était venu (6 personnes) passer une journée sur le Plateau. Comme le projet carbone avance, on a repris contact et ils sont intéressés pour poursuivre leur accompagnement.

## **7. Coopération USA**

**Dorian Spaak** réalise un point d'actualité sur le projet de coopération. Il remercie Jane Lecomte. Une réunion est prévue le 13/12 pour discuter de la suite. Possibilité de :

- Une visite
- Faire juste des webinaires
- Les deux : un webinaire pour préparer la visite

## **8. Dates à venir**

Date du prochain Conseil d'administration : 16 mars - 20h dans les locaux de Terre et Cité à LaSalle Igny